

La Droite, le PS et ses alliés c'est la même politique dans les régions, les départements

Main dans la main pour liquider l'hôpital public

Ils appliquent partout à la lettre le plan hôpital santé et territoire (HPST) du gouvernement Sarkozy-Fillon. Exemples :

***En Ile de France**, le socialiste Claude Evin ancien Ministre de la Santé, nommé en septembre 2009 président de l'ARS (Agence Régionale de la Santé) restructure à marches forcées l'Assistance Publique de Paris. Fermetures, regroupements d'hôpitaux...

Il a déjà fermé 3 services de chirurgie cardiaque sur les 14 existants, **il décide de liquider celui de l'hôpital Henri Mondor à Créteil** (service de pointe qui génère 36 millions d'euros annuels). **La mobilisation se développe contre la menace de fermeture** du Service de Cardiologie de l'hôpital Henri Mondor. Un rassemblement a eu lieu devant la préfecture du Val de Marne.

***En Loire Atlantique**

Le Conseil Général dirigé par le PS

et ses alliés, dans le cadre du partenariat public-privé met en place à **St Nazaire** pour 2012, la « Cité Sanitaire » qui regroupera 2 centres hospitaliers publics et des cliniques privées avec une répartition des soins entre les deux : **les soins les plus rentables au privé, les soins de longue durée et les plus coûteux au public.**

Au CHU de Nantes: J. Marc

Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale est aussi Maire de Nantes. A ce titre il est Président du Comité de Surveillance du CHU où il applique la politique de Sarkozy à la lettre :

*suppression déjà de 1.000 emplois : réduction drastique du nombre de lits qui passe de 1700 à 1200 et fermeture des sites Nord.

Ayrault travaille maintenant à la création d'un vaste complexe de cliniques privées regroupées à St Herblain (objectif : en faire le premier pôle de santé privé).

Les salariés avec leur syndicat CGT

agissent contre cette politique

***Dans le Calvados**

La situation des hôpitaux en Basse Normandie est catastrophique. Les préfets du Calvados et de la Manche ont déclenché le « plan blanc » pour rappeler les personnels en repos ou en congé et prolonger le temps de travail des infirmières.

Au CHU de Caen

300 postes ont été supprimés et le directeur annonce 400 autres suppressions dans les trois ans à venir. Le socialiste Philippe DURON député Maire de Caen préside le conseil d'administration de l'hôpital. Avec lui 10 représentants des collectivités territoriales socialistes et 2 de droite, décident d'une seule voix des « économies » à faire. Résultat, le Maire a pu déclarer « que l'an dernier... la communauté hospitalière et médicale avait accepté des réductions de la masse salariale particulièrement drastiques »

La Droite, le PS et ses alliés subventionnent les entreprises avec l'argent des contribuables

Doubs

Droite, PS, capitalistes... Ils agissent tous ensemble pour poursuivre la casse industrielle. Le PS avec ses alliés dirige la région Franche Comté et le département du Doubs. Il y a longtemps qu'ils votent des aides publiques aux entreprises. On voit le résultat.

L'industrie a perdu 3.240 emplois en 2009. Elle en a encore perdu 4,7% au troisième trimestre 2010.

Le groupe PEUGEOT qui annonce officiellement 1,13 milliards d'euros de profits en 2010, outre qu'il propose aux salariés une augmentation dérisoire de 1,7% (0,90 euros nets par jour), continue à s'implanter à l'étranger et à supprimer massivement des emplois en France. Il envisage de délocaliser la fabrication des amortisseurs de l'usine de Sochaux. 600 emplois sont directement menacés. Pour accompagner cette casse de l'industrie et

la surexploitation des salariés, Peugeot ne pouvait pas trouver mieux que ceux qui se présentent comme le « recours » à la politique actuelle de Sarkozy et du MEDEF.

Sous l'appellation pompeuse de « sécurisation des parcours professionnels » qui consiste à « accompagner » les salariés mis au chômage par Peugeot et autres, au travers de formations diverses, la région, le département, l'Etat, le MEDEF et les « partenaires sociaux » sont d'accord pour poursuivre et renforcer les dispositifs de cadeaux aux patrons. **Tous les partis ont inscrit dans leur programme l'aide aux entreprises.** Cette initiative fait d'ailleurs partie du programme électoral de la présidente socialiste de la région élue depuis 2008.

Combien ça coûte en Franche Comté ? Dans le cadre d'un premier accord, 72 entreprises dans la région ont déjà été « aidées. Cela a concer-

né 10.748 salariés pour un coût de 1.800 euros pas salarié. L'Etat, la Région (PS) appellent à renforcer ce dispositif.

Ils sont tous d'accord mais ça on le savait déjà.

En Ile de France dirigée par une coalition PS -Verts- PCF-Front de Gauche, le Président, J.P. Huchon, justifie ainsi les financements alloués à des grands groupes capitalistes : « La région vote des crédits y compris pour les grands groupes afin de développer les pôles de compétitivité ».

A Caen alors que le département du Calvados se désindustrialise, que l'usine Renault-Truck de Blainville qui construit des poids lourds a fait chômer ses salariés 80 jours en 2010 faute de commandes suffisantes, le député - maire socialiste achète des camions Mercedes pour équiper la ville.